

Intervention de Christian Topalov dans le cadre de la journée de réflexion “Repenser l’autonomie” dans l’enseignement supérieur et la recherche – 10 juin 2014 (Panthéon, Jussieu, Assemblée nationale)

Publié le 18 juin 2014 par pds

<https://pds.hypotheses.org/2212>

Je voudrais évoquer un aspect de l’autonomie qui n’est pas directement lié aux bouleversements institutionnels en cours, mais qui n’en est pas moins important, il me semble.

Voilà maintenant près de dix ans, avant même la LRU, que deux institutions se sont imposées dans nos vies : une agence de notation, l’AERES, et une agence de pilotage politique de la recherche, l’ANR.

L’une comme l’autre ont radicalement modifié les conditions de l’autonomie de nos communautés savantes – en introduisant, justement, une fondamentale hétéronomie dans nos critères de décision, dans les relations au sein des collectifs que nous formons, dans notre représentation de nous-mêmes et des finalités de notre travail.

Nous en avons tous fait, désormais, l’expérience : par ses notations et la publication de celles-ci, l’AERES est parvenue à mettre chacun en concurrence avec tous les autres et à faire jouer à tous la comédie nécessaire pour avoir une chance de gagner.

J’ai derrière moi une carrière au CNRS avec un nombre incalculable de rapports d’activité individuels et d’équipe : je n’ai pourtant jamais vu autant de paperasse à remplir qu’aujourd’hui avec l’AERES. Nous avons naguère la liberté de concevoir nos rapports comme nous l’entendions et d’y mettre du contenu autant que nécessaire : il y a maintenant un plan imposé, des calibres, des fiches, des indicateurs à calculer et, cerise sur le gâteau, l’exercice grotesque de l’« auto-évaluation » qui consiste, en substance, à s’administrer à soi-même des critères auxquels on ne croit pas. Tout cela pour remplir un dossier que les membres du comité de visite n’auront de toutes façons pas le temps de lire.

Les rapports que nous écrivons pour l’AERES, perte de temps et surtout d’estime de soi, bâtissent des villages Potemkine, des fictions. Peu importe : ce qui compte, c’est que nous les ayons écrits dans la crainte infantile de mal faire. Ce qui compte, c’est que s’implante dans les esprits la « culture de l’évaluation ». Jamais je n’ai vu une telle fébrilité dans les labos qu’avant le passage de l’AERES : on répète la visite à l’avance, on s’applique à répondre à toutes les questions, on finit par croire un peu qu’elles se posent réellement. C’est ainsi que les managers de la science espèrent reprogrammer les esprits. Voilà la vraie nouveauté, et elle est assez grave.

C’est en tout cas ainsi que les décisions de l’agence de notation s’imposent. On n’y croit pas vraiment, mais c’est tout comme. S’il y a une note A plutôt que A+, c’est qu’on a quitté le peloton de tête, s’il y a une note B, c’est sans doute qu’il y a un problème : il n’y a pas de fumée sans feu. Les mal notés se rebellent ou rasant les murs. Les bien notés compatissent, mais n’en pensent pas moins.

C’est là une situation familière : celle des cours de récréation de notre enfance et des distributions des prix. C’est en nous infantilisant de la sorte que l’agence de notation peut espérer qu’on ne se posera plus la question essentielle : que valent les notes qu’elle distribue ? Et que valent les critères qui sont consignés dans son « référentiel » ?

---

Nous avons joué la même comédie, à très grande échelle, lors des campagnes de sélection des labex et des idex – entités qui, désormais, existent (ou font semblant), reçoivent des fonds, s’efforcent de les dépenser. Les dirigeants des futures Comue se vantent sur leurs sites de toute

cette excellence, comme pour nous faire oublier la vacuité intellectuelle de la plupart de ces entités et la façon dont elles ont été sélectionnées.

Il était bien clair lorsque furent rédigés les projets, dans la précipitation générale, que seules des unités notés A+ ou A par l'AERES pourraient bénéficier de la manne du grand emprunt. Etait ainsi instaurée une concurrence au couteau non seulement entre établissements, mais aussi à l'intérieur de chacun d'eux.

Mais là n'est peut-être pas le plus grave. Le plus grave, c'est la façon dont ces situations de concurrence nous obligent à penser de façon conforme pour avoir une chance de l'emporter. Or, la conformité, justement, c'est la mort de la pensée, de la science, de l'université.

Pour juger les projets d'excellence, il y a eu, en effet, les fameux « jurys internationaux » mis en place par l'ANR – autant dire par le ministère : des jurys de pacotille, chacun le sait, constitués dans l'arbitraire et l'opacité la plus complète.

Pour les labex, souvenez-vous : les résultats tardèrent plus de 48 heures à être publiés, car des coups de téléphone étaient nécessaires pour procéder aux ajustements qui permirent que tous les bons élèves de la réforme soient servis. Je travaille dans le champ des sciences humaines et sociales, ce qui, bien entendu, marque et limite mon point de vue. Mais, dans ce domaine où les effets des modes administratives sont particulièrement funestes – et en dépit de quelques exceptions heureuses – le suivisme des thématiques des labex est affligeant. Comme le disait avec délicatesse le directeur de l'institut des SHS au CNRS : « trouvez-moi des sujets sexy ».

En sociologie ? Violences urbaines, souffrance au travail, handicap. En histoire ? patrimoine et mémoire. En anthropologie ? Identité et, si possible, islam. Et, partout : développement durable. Sans compter la promotion politique forcenée des sciences cognitives, au détriment de la psychologie clinique notamment. Tous ces domaines de recherche sont légitimes, bien entendu, on peut même les juger intéressants. Ce qui est inacceptable, c'est qu'ils soient devenus obligatoires pour obtenir les moyens de travailler. Ce qui est absurde, en outre, c'est qu'une génération de candidats aux contrats doctoraux fléchés ou aux postes CNRS coloriés s'avance en rang serrés avec, tous, peu ou prou les mêmes sujets. C'est raisonnable de leur part. Mais est-ce cela l'innovation dont on nous rebat les oreilles ?

Pour les idex, c'était différent : il était recommandé de reprendre sa copie après un premier avis du jury. Dans chaque PRES désireux de concourir, de tout petits groupes se réunissaient en conclave, avec des conseillers en communication grassement rémunérés, et dans le secret le plus complet vis-à-vis des personnels : « nos concurrents pourraient nous prendre nos idées » expliquait alors le président de l'EHESS ! Il en sortait des textes de nature à plaire à des bureaucrates de la science venus d'ailleurs, profondément imprégnés de l'idéologie de la gouvernance resserrée, de la démarche qualité et autre économie de l'innovation. D'une version à la suivante des projets d'idex, toujours aussi peu de substance, mais toujours plus de servilité et toujours moins de démocratie.

L'autonomie : un autre mot pour la liberté ?

En réalité, telle que la conçoivent les managers de la science, l'autonomie c'est que nous désirions nous-mêmes ce qu'ils veulent pour nous. C'est que les universités fassent ce qu'a décidé le ministère sans que celui-ci ait même à donner des ordres.

Pour cela, il faut des budgets impossibles. Pour cela, il faut une poignée de patrons de mega-universités bien à l'abri des universitaires, des personnels, des étudiants.

Mais pour cela, il faut aussi reprogrammer nos esprits, nous faire employer les mots des managers et partager leurs pauvres idéaux.

C'est à cela que servent l'agence de notation et l'agence de financement. C'est pourquoi il faut fermer la première – et redimensionner radicalement la seconde au profit de ressources libres pour les universités et les laboratoires.